

**Mouvement des femmes, économie sociale et
solidaire et développement local en
Amérique latine**

Manon Boulianne et Elsa Beaulieu

Notes sur les auteures :

Manon Boulianne est professeure adjointe au Département d'anthropologie à l'Université Laval. Elle est membre du Centre de recherche interuniversitaire sur les innovations dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES, Université Laval) et membre associé de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC). Elle est aussi membre de l'équipe québécoise du réseau «Création de richesses en contexte de précarité (CRCP)».

Elsa Beaulieu est étudiante au doctorat en anthropologie à l'Université Laval et membre du Centre de recherche interuniversitaire sur les innovations dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES, Université Laval).

Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Série Comparaisons internationales N° 8

ISBN : 2-89251-197-6



Université du Québec en Outaouais

Avril 2004

Table des matières

INTRODUCTION.....	3
L'ÉMERGENCE DE MOUVEMENTS NATIONAUX AU COURS DES ANNÉES 1970 ET 1980	4
DES ANNÉES 1980 AUX ANNÉES 1990: UNE INCLUSION GRANDISSANTE AU SEIN DES <i>ENCUENTROS</i> LATINO-AMÉRICAINS	8
LES ANNÉES 1990 : TRANSNATIONALISATION ET NOUVEAUX ENJEUX.....	10
MOUVEMENTS SOCIAUX, OCB ET ONG AU MEXIQUE	12
GENRE, DÉVELOPPEMENT LOCAL ET ÉCONOMIE SOLIDAIRE : TROIS CAS DE FIGURE.....	14
CONCLUSION : LES DÉFIS POSÉS AU MOUVEMENT DES FEMMES ET AUX ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT LOCAL	23
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	26

*Ce texte est dédié à Suzanne Champagne,
qui nous a quittés récemment.*

INTRODUCTION

Dans le contexte de la globalisation, on observe une présence accrue en Amérique latine de programmes ciblés de développement financés directement ou indirectement par des organisations internationales et dans lesquels on favorise la prise en charge du développement par les pauvres que l'on exhorte à « participer » (Boulianne, 2002). Parallèlement, au cours de la dernière décennie, le champ du politique semble parfois avoir été quelque peu délaissé par les mouvements sociaux latino-américains au profit de préoccupations et de projets plus strictement économiques. Bien entendu, investir le champ économique peut constituer une manière de remettre en cause les structures de pouvoir nationales ou internationales, mais cela ne va pas de soi et n'est pas sans répercussions sur le travail et les orientations des organisations et des personnes actives au sein de ces mouvements, dont le mouvement des femmes.

Ce chapitre vise à mettre en relief certains enjeux et défis que pose l'adoption de projets à visée économique par des groupes et des organisations travaillant étroitement avec des femmes, tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Pour une part, dans le contexte évoqué plus haut, les organisations communautaires de base¹ (OCB), tout comme les ONG qui ont connu une croissance exponentielle en Amérique latine au cours des années 1990, font face à des pressions croissantes de la part des gouvernements nationaux et des bailleurs de fonds internationaux, ce qui risque de les détourner de leurs objectifs. Par ailleurs, la demande créée à l'endroit des populations locales, des ménages et, dans une large mesure, des femmes, pour qu'elles prennent en charge le développement, vient s'ajouter aux nombreuses activités de production et de reproduction auxquelles elles continuent à s'adonner et qui demeurent non reconnues (Amat y León, 2003).

¹ Les OCB et les ONG se distinguent du fait que les activités des premières visent à bénéficier à leurs membres et, qu'en général, elles ne comptent pas d'employés, tandis que les ONG travaillent pour des tiers et emploient des professionnels rémunérés.

En première partie de ce texte, une périodisation de l'évolution du mouvement féministe et du mouvement des femmes en Amérique latine et, plus spécifiquement, au Mexique, au cours des 35 dernières années sera l'occasion de mettre en relief les relations qu'ils ont maintenues avec d'autres mouvements sociaux, les débats qui les ont traversés et certains enjeux auxquels ils font face aujourd'hui. Par la suite, la présentation des parcours contrastés de trois organisations mexicaines oeuvrant avec ou auprès des femmes et qui ont entretenu, depuis leur création, des rapports ambivalents avec l'État et les bailleurs de fonds internationaux, permettra d'illustrer comment se concrétisent ces enjeux sur le terrain.

L'EMERGENCE DE MOUVEMENTS NATIONAUX AU COURS DES ANNEES 1970 ET 1980

La deuxième vague du féminisme² et les mouvements de femmes latino-américains des années 1970 et 1980 semblent avoir émergé et s'être développés dans un contexte socio-historique particulier. Dans les années 1970, une crise économique généralisée mettant fin à la « Révolution verte » dans la région a suscité l'organisation socio-politique des quartiers urbains pauvres de toute la région. Ceux-ci avaient connu une croissance rapide mais désordonnée, sans que les équipements urbains et les services collectifs d'éducation et de santé y soient disponibles. Dans plusieurs pays qui ont été marqués par des épisodes plus ou moins longs de régimes autoritaires ou militaires, la transition vers la démocratie a favorisé la mobilisation sociale et l'émergence de mouvements de contestation et de partis d'opposition. Des femmes de toutes les classes sociales ont alors surmonté leur exclusion historique de l'espace politique et joint leurs rangs en grand nombre (Jaquette, 1989). Dans ces mouvements les postes de décision étaient occupés par des hommes, de sorte que les préoccupations spécifiques des femmes s'y trouvaient invariablement reléguées au second plan. Leur caractère sexiste aurait favorisé une prise de conscience féministe chez certaines militantes (Alvarez, 1989) et suscité, dans certains cas, la formation de groupes féministes autonomes.

² Les femmes sont actives dans les mouvements politiques en Amérique Latine depuis le début du 19^{ième} siècle, incluant les mouvements pour le suffrage des femmes au 20^{ième} siècle. C'est toutefois à partir de la fin des années 1960 qu'il y a eu l'augmentation la plus importante de la mobilisation et de la visibilité politique des femmes et du mouvement féministe, en Amérique Latine tout comme en Amérique du Nord et en Europe. C'est le terme de « deuxième vague du féminisme » qui est le plus utilisé pour désigner ce cycle de mobilisations.

L'expansion rapide du nombre de femmes ayant une formation universitaire (Alvarez, 1989), ainsi que le retour des exilées politiques qui avaient fui les régimes autoritaires auraient contribué à la prise de conscience des inégalités entre les hommes et les femmes (Jaquette, 1989) au sein de ces mouvements comme de la société en général. En outre, la décennie de la femme de l'ONU, ainsi que la première grande conférence onusienne sur les femmes qui l'a ouverte à Mexico en 1975, ont favorisé une certaine internationalisation du contenu de l'agenda féministe et ont contribué à lui donner de la légitimité aux yeux des gouvernements et des populations nationales. Elles ont également suscité des contacts et des collaborations entre féministes de différents pays de la région, notamment à l'occasion de l'organisation d'un sommet parallèle (Lamas, 1995, Gonzales Burton, 1999). En effet, certaines féministes mexicaines, tout comme des féministes de d'autres pays, avaient choisi de ne pas cautionner la conférence onusienne. Pour elles, cette conférence était liée à des objectifs impérialistes des États-Unis et des autres pays du Nord; notamment, l'intégration massive des femmes du Sud dans une force de travail bon marché, dans le cadre d'un modèle de développement qui favorisait les pays du Nord (González, 2001 : 112-116). Les retombées positives que la conférence a tout de même eues pour les femmes et les mouvements féministes de beaucoup de pays, incluant le Mexique, révèlent la relation ambiguë et paradoxale dans laquelle la conjoncture a placé, dès cette époque, les mouvements féministes vis-à-vis des organisations gouvernementales et intergouvernementales chargées de faire la promotion du « bien-être » des populations dans le cadre d'un modèle de développement reposant sur l'expansion de l'économie de marché capitaliste dans l'ordre mondial d'après guerre.

Les groupes et organisations considérées comme «féministes»³ par les chercheuses en sciences sociales sont présents dans la plupart des pays d'Amérique Latine vers la fin des années 1970. Les militantes sont souvent présentées comme des intellectuelles de classe moyenne du milieu urbain, ce qui est en partie exact, mais qui relève également d'un mythe bien entretenu par la

³ Des auteures comme Jaquette (1989), Safa (1990), Molyneux (1985) et Moser (1993) ont eu tendance à distinguer des mouvements féministes, organisés autour de la défense d'enjeux liés tout d'abord au genre et, donc, aux inégalités entre les hommes et les femmes et à un ordre social de genre, des mouvements associés à la défense des droits humains ou aux organisations de femmes liées au mouvement populaire en milieu urbain. Ces deux derniers sont souvent appelés mouvements de femmes. On les distingue des mouvements féministes parce que leurs actions ne visent pas directement la transformation de l'ordre social de genre. Pour notre part, dans le cadre de cet article, nous incluons l'ensemble des organisations de femmes, qu'elles s'autodésignent comme féministes ou non, sous le vocable «mouvement des femmes», tout en employant l'adjectif « féministe » lorsqu'il s'agira de désigner spécifiquement les luttes, groupes et analyses qui ont pour objet central la transformation des rapports de genre.

gauche antiféministe. Sternbach et al. (1989 : 211) soutiennent plutôt que les féministes typiques des débuts du mouvement étaient, dans plusieurs pays, des guérilleras ou des étudiantes ayant une position radicale et non des bourgeoises aux vues étroites. Initialement, les féministes de la plupart des pays d'Amérique Latine provenaient généralement des partis de gauche et privilégiaient les luttes de classes et le travail avec les femmes des classes populaires. Elles ont aussi, souvent, mis l'accent sur les analyses internationales anti-impérialistes de la condition des femmes en Amérique Latine. Avec le temps, elles auraient pris conscience que les enjeux spécifiquement féministes (la reproduction, la sexualité et la violence faite aux femmes, entre autres) étaient aussi intéressants et importants pour les femmes des classes populaires que les enjeux de classes et se seraient donc mises à exiger des changements sociaux concernant non plus seulement les rapports de classes mais aussi les rapports de genre, en dénonçant les structures de pouvoir patriarcales et en réclamant des formes plus démocratiques et participatives d'organisation politique (*ibid* : 213) au sein des partis et des États nationaux. Elles ont cependant maintenu une alliance avec la gauche et les autres forces progressistes et un grand nombre d'entre elles ont continué de militer au sein de partis politiques parallèlement à leur engagement féministe, ce qu'on a appelé la *doble militancia* (double militance) (Barrig 1989, Sternbach et al., 1992). Cette situation a alimenté beaucoup de débats dans les années 1980 sur l'autonomie du mouvement féministe par rapport aux partis politiques de gauche.

Au Mexique, les premiers groupes féministes, principalement des femmes éduquées de la classe moyenne (Lamas et al., 1995) se sont formés au début des années 1970, de manière indépendante, avec comme principaux enjeux de lutte la légalisation de l'avortement, la lutte contre la violence faite aux femmes et le support aux victimes de viol. L'autonomie s'ajouta à ces enjeux dès que les nouveaux partis politiques de la gauche se donnèrent comme objectif de mobiliser les femmes au profit des objectifs socialistes de lutte de classes (González, 2001 : 118), malgré que ceux-ci aient auparavant dévalorisé certaines de leurs revendications, notamment la légalisation de l'avortement. Lors de la fondation, en 1978, du Front National pour la Libération et les droits des femmes (FNALIDM), les discours se polarisèrent entre, d'une part, celles qui favorisaient des alliances avec des partis politiques et des syndicats à l'intérieur même de cette organisation et, d'autre part, les *autonomistas*, convaincues qu'il fallait l'autonomie totale pour préserver la spécificité du mouvement (Gonzalez, 2001). Les difficultés rencontrées ultérieurement par le

FNALIDM, qui tenta de rencontrer les deux objectifs à la fois, seraient selon Gonzalez (2001) une indication à l'effet qu'il est nécessaire de constituer d'abord un mouvement fort, autonome et consolidé avant de procéder à un travail politique d'alliance.

Au sein de leurs organisations, les féministes ont d'abord mis sur pied des groupes de réflexion et de conscientisation dont une partie a donné lieu, au cours des années 1980, à l'ouverture de centres de recherche et d'action. Elles ont organisé des conférences et des ateliers de formation, pratiqué l'intervention féministe, mis sur pied des médias alternatifs, des services de santé, d'assistance juridique et d'aide aux victimes de tortures et de la répression, etc. Ce sont ces féministes qui sont à l'origine des *Encuentros* dont il sera question plus loin.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les femmes des milieux populaires urbains d'Amérique latine mettent sur pied et s'activent au sein d'associations de quartier qui revendiquent des équipements et des services urbains, la baisse des prix des denrées de base et l'accès à des services de santé et d'éducation (Jacquette, 1989: 3). Ces types de mobilisation sont donc antérieurs à la deuxième vague féministe et sont même considérés comme étant la voie typique de participation publique des femmes dans les pays d'Amérique Latine (Jelin, 1990: 187). Les femmes jouent un rôle prépondérant dans ces associations, qu'elles soient mixtes ou non-mixtes; dans tous les pays de la région, elles ont constitué l'immense majorité de leurs membres. À la suite de l'aggravation de la crise économique, dans les années 1970, des centaines de groupes de femmes des milieux populaires ont proliféré dans toute l'Amérique Latine à la recherche de stratégies de survie collectives (Sternbach et al., 1992, Jaquette, 1990). Ces groupes urbains ont développé toute une gamme d'initiatives et d'actions collectives dans le but de couvrir les besoins alimentaires, assurer des soins de santé aux enfants, démultiplier les ressources non-matérielles et abaisser le coût des biens indispensables. Parmi les plus célèbres, on trouve les cuisines collectives et les comités du Verre de lait du Pérou (Falquet et Le Doaré, 1994).

Au niveau de leurs rapports aux institutions et aux autres mouvements sociaux ou politiques, ces groupes ont attiré l'attention et l'aide de l'Église, des partis de gauche, des agences internationales de développement ou autres bailleurs de fonds internationaux et se sont souvent

constitués en réseaux et fédérations qui leur ont donné du rayonnement et parfois une influence au niveau national. Bien qu'elles s'identifient rarement au féminisme, ces organisations ont généralement été valorisées par les féministes pour leur démocratie interne, leurs pratiques de rotation du leadership et, dans certains cas, leur absence de hiérarchie formelle (Jaquette, 1989).

DES ANNEES 1980 AUX ANNEES 1990: UNE INCLUSION GRANDISSANTE AU SEIN DES ENCUENTROS LATINO-AMERICAINS

À partir du début des années 1980, des réseaux de solidarité et de collaboration se construisent par-delà les frontières nationales, notamment à travers une série de rencontres féministes latino-américaines auto-convoquées, les *Encuentros*. Ceux-ci constituent des forums autonomes de débat sur l'évolution du mouvement féministe et sur ses relations avec les autres mouvements progressistes et la lutte pour la justice sociale en Amérique Latine (Sternbach et al., 1994). Cinq *Encuentros* ont lieu entre 1981 et 19904 avec, chaque fois, une participation plus nombreuse et plus diversifiée, passant de 200 femmes en 1981 à Bogota à presque 3 000 femmes en 1990 à San Bernardo (Argentine).

Les années 1980 s'ouvrent sur une polémique qui concerne l'autonomie idéologique et organisationnelle du mouvement féministe vis-à-vis du socialisme en général et des partis politiques de gauche en particulier. Cela se complexifiait de rapports parfois problématiques entre les féministes intellectuelles et celles qui provenaient de milieux, de groupes sociaux ou de régions marginalisées. Par exemple, à l'*Encuentro* de Lima, en 1983, les analyses présentées par les intervenantes sur le thème du patriarcat sont considérées par plusieurs comme excessivement abstraites et intellectuelles, alors même que les femmes des secteurs populaires, les femmes autochtones et les femmes d'Amérique Centrale y sont sous-représentées. Elles occuperont toutefois de plus en plus d'espace dans les *Encuentros* suivants et à la fin de la décennie, la plupart des organisations se rallient autour de la perspective d'articuler les oppressions et les luttes de genre, de classe et de race. Cela constitue à notre avis une réponse à la nouvelle nécessité politique d'appréhender de manière cohérente une diversité croissante à l'intérieur du

4 La caractérisation que nous en faisons ici est principalement basée sur les descriptions qu'en font Sternbach et al. (voir : Sternbach N.S., Navarro Aranguren M., Chuchryk P., Alvarez S.E., 1992, *Feminism in Latin America: from Bogota to San Bernardo*, A. Escobar et S.E. Alvarez (dir.), *The Making of Social Movements in Latin America. Identity, Strategy, and Democracy*, Boulder, San Francisco, Oxford: Westview Press).

mouvement des femmes, autant qu'une complexification de l'analyse de l'interrelation des systèmes d'oppression. Ainsi, le féminisme a réussi à élargir sa base et à répandre ses idées, même si les nouvelles adhérentes insistent pour les redéfinir et les élargir (Sternbach et al., 1992).

En dehors des *Encuentros*, les tentatives de créer des rapprochements concrets entre les féministes des classes moyennes et les groupes de femmes des milieux populaires ont donné lieu dans les années 1980 à un nouveau courant, le *feminismo popular* (féminisme populaire). Le principe est de partir des préoccupations et des luttes des femmes des milieux populaires pour développer graduellement une conscience féministe des inégalités de genre (González, 2001), combinant ainsi les revendications féministes avec celles des femmes des milieux populaires (Lamas et al., 1995). Au Mexique, CIDHAL et *Mujeres para el Diálogo* sont deux organisations qui s'inscrivent dans ce courant. Selon González (2001 : 187), cela les positionne comme des organisations qui « viennent en appui » aux groupes de base et à leurs organisations fédératives. Par exemple, selon une étude de cas réalisée par Stephen (1997), l'ONG CIDHAL aurait établi des liens spécifiques avec la Coordination Nationale du Mouvement Urbain Populaire (la CONAMUP) dès 1982, à travers des activités d'éducation populaire inspirées du modèle d'intervention de Paulo Freire et poursuivant des objectifs féministes. Apparemment, CIDHAL fut directement impliqué dans la fondation du Conseil Régional des Femmes du CONAMUP, et l'aurait concrètement appuyé dans ses luttes pour le logement, les services urbains et l'accès à la participation politique. Toutefois, l'identification du CONAMUP au féminisme aurait été inégale selon les personnes et les époques, ainsi que source de conflits. Quelques femmes au sein de son leadership auraient été intéressées à promouvoir un « féminisme populaire » qui aurait eu la lutte quotidienne des femmes pauvres et la lutte des classes pour point d'ancrage, mais cette identité n'aurait pas fait l'unanimité dans l'organisation et le terme féministe n'aurait pas pu être officiellement adopté. Les dynamiques politiques en jeu dans les questions de ce que le terme de féministe voudrait dire, de qui s'y associerait, quand et pourquoi, se seraient révélées litigieuses (Stephen, 1997). Les organisations porteuses du féminisme populaire font face, selon González, au double défi de ne pas laisser les enjeux féministes se subordonner à d'autres luttes, d'une part, et de ne pas s'inscrire dans une dynamique assistentialiste, d'autre part (2001 : 187). Cette alliance entre les féministes des classes moyennes et les femmes des milieux populaires, qui

n'était pas sans comporter son lot de difficultés, de malentendus et de conflits, a tout de même été considérée au Mexique comme une extraordinaire réussite (Lamas et al., 1995).

LES ANNEES 1990 : TRANSNATIONALISATION ET NOUVEAUX ENJEUX

La décennie 1990 allait voir s'opérer des changements très importants dans la configuration du mouvement des femmes en Amérique Latine. Après la transition vers la démocratie dans les pays ayant connu des régimes autoritaires, les partis politiques sont redevenus des centres de décision et de pouvoir importants, mais très peu de femmes ont été élues à des postes de pouvoir. En même temps, la disponibilité de fonds internationaux pour des activités de représentation et de lobby (*policy advocacy*) aux grandes conférences onusiennes de la décennie⁵ et une demande croissante, de la part des États et des organisations intergouvernementales (OIG), pour des organisations capables de livrer des services spécialisés dans le domaine du genre pourraient contribuer selon Jaquette (1989) et Alvarez (1998a) à expliquer pourquoi les ONG féministes ont connu une importante prolifération au cours des années 1990.

Alvarez identifie cinq tendances principales qui ont marqué l'évolution du mouvement des femmes en Amérique Latine au cours de la décennie 1990 (1988b : 294-295). La première est la prolifération et la multiplication impressionnante des espaces et des lieux à partir desquels les féministes agissent, offrant un contraste frappant avec l'identité politique somme toute assez circonscrite qui a caractérisé le féminisme des années 1970 et 1980, au point de parler de champ féministe de discours et d'action (*feminist field*) plutôt que de mouvement. La seconde est une absorption relative des éléments « les plus digestes » des discours féministes par plusieurs institutions dominantes nationales et internationales, du moins en théorie. Des féministes sont aujourd'hui à l'œuvre à l'intérieur d'un grand nombre de ces institutions. La troisième tendance est une spécialisation et une professionnalisation (« NGOisation ») de secteurs importants du mouvement, une quatrième, l'augmentation du degré d'articulation et de réseautage entre les différents lieux et espaces où des féministes sont actives. Enfin, on assiste à une certaine transnationalisation des discours et des pratiques du mouvement.

⁵ Particulièrement les conférences suivantes : le sommet sur l'environnement et le développement tenu à Rio de Janeiro en 1992; le sommet sur les droits humains tenu à Vienne en 1993; la conférence sur la population et le développement tenue au Caire en 1994 et surtout la quatrième conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995, dans la préparation de laquelle des féministes latino-américaines ont été engagées à partir de 1993.

Les principales conséquences de cette transformation du mouvement sont, toujours selon Alvarez (1998a), une tendance à un certain éloignement des activités basées sur la mobilisation, l'éducation populaire et l'*empowerment* des femmes pauvres et des classes populaires ; une emphase de plus en plus grande sur les politiques publiques ; la spécialisation et la concentration des ressources (financières) parmi les ONG féministes les plus professionnalisées, les plus techniquement efficaces et les plus transnationalisées et ce qu'elle appelle « l'adaptation discursive » (sorte d'autocensure exercée en fonction de ce qu'on croit que l'interlocuteur est prêt à entendre) des féministes travaillant à influencer les politiques publiques et l'adoption de ce discours édulcoré dans les pratiques féministes quotidiennes et dans le débat public. L'adoption d'éléments du discours dominant s'accompagnerait aussi de l'adoption de pratiques de gestion de plus en plus centrées sur l'efficacité, la rapidité et l'efficacité plutôt que sur la démocratie radicale. Enfin, une cinquième conséquence importante réside dans les conflits et contradictions que génère la rencontre de deux types très différents de transnationalisation : celle, conviviale, identitaire et solidaire des *Encuentros* et celle, professionnelle et plus technocratique, des ONG transnationalisées (Alvarez, 2000).

Lors du septième *Encuentro*, celui de Cartagena, au Chili, en 1996, des conflits latents autour des enjeux que pose la NGOisation des organisations féministes ont éclaté au grand jour. Un courant politique relativement restreint et nouveau mais très articulé et visible à l'intérieur du mouvement, celui des *autónomas*, qui prônent l'autonomie du mouvement féministe, a ouvertement accusé les ONG transnationalisées et centrées sur les politiques publiques d'avoir « vendu » le mouvement des femmes aux États et aux organisations intergouvernementales. Le débat a ensuite été refait à plusieurs reprises, sur plusieurs tribunes locales et transnationales, à l'intérieur du mouvement. Enfin, au huitième et dernier *Encuentro* de la décennie, tenu à Juan Dolio en République Dominicaine, en 1999, la majorité des féministes présentes ne semblaient pas envisager de schisme politique permanent, mais plutôt un travail de renforcement des complémentarités dans les stratégies à mettre de l'avant (Alvarez, 2000 : 58-59).

Dans les pages qui suivent, nous quitterons les domaines exclusifs du mouvement des femmes pour avancer sur le terrain du développement local. La présentation du parcours de trois

organisations mexicaines oeuvrant avec et auprès des femmes nous servira à illustrer comment différentes logiques d'acteurs croisent le fer avec les contraintes et les possibilités présentes dans la configuration actuelle de l'économie politique. Elle sera également l'occasion de montrer que le gouvernement national mexicain joue un rôle paradoxal auprès des groupes impliqués dans le développement local : pour une part, il encourage le développement d'entreprises collectives autogérées ; par ailleurs, certains de ses programmes sociaux tendent à instrumentaliser et dépolitiser les actions entreprises au niveau local. Une des organisations dont il sera question, CIDHAL, est au cœur du féminisme mexicain depuis sa fondation; les deux autres (CEDESA et la COCOMI) n'y sont associées qu'indirectement. Ces organisations ont, en outre, des trajectoires distinctes et se caractérisent par des rapports différents à l'économie solidaire et au développement local. Nous proposons une démarche comparative organisée autour des éléments suivants : ancrage historique et territorial ; lien avec le mouvement des femmes, l'économie sociale et solidaire et le développement local ; rapports entretenus avec l'État mexicain et les bailleurs de fonds internationaux. Une présentation préalable de l'évolution récente des rapports entre l'État et la société civile mexicaine permettra de mieux situer ces organisations sur le plan sociopolitique.

MOUVEMENTS SOCIAUX, OCB ET ONG AU MEXIQUE

Au Mexique, à la fin des années 1960, plusieurs organisations urbaines populaires, profitant d'une ouverture du président Echeverría envers les mouvements indépendants (Bennett, 1992 : 247), se sont engagées dans des processus de conscientisation, de mobilisation des pauvres urbains et de revendications démocratiques inspirés, pour la plupart, d'une volonté de changement social radical, dont la première étape a culminé en 1980 avec la création de la Coordination Nationale du Mouvement Urbain Populaire (CONAMUP). Jusqu'à la fin des années 1980, bon nombre des OCB et des ONG existantes ont refusé tout rapport avec les «institutions économiques et politiques dominantes» (Sanyal, 1999 : 184). Le débat sur l'autonomie ayant marqué le mouvement des femmes n'était donc pas circonscrit à ce dernier. Dans un pays où la plupart des organisations urbaines, ouvrières et paysannes ont traditionnellement été insérées dans une structure verticale d'intégration sous contrôle étatique, les militantes et les militants des organisations indépendantes se gardaient de tout rapprochement avec le parti hégémonique ou les agences gouvernementales, de crainte d'être absorbés par les

mécanismes de contrôle corporatif qui, pendant des décennies, ont contenu la société civile mexicaine (Hiernaux-Nicolas, 1995; Reilly, 1995).

Au cours des années 1980, comme nous l'avons mentionné plus haut, la conjoncture économique défavorable a contribué à l'entrée de l'aide au développement au Mexique et les ONG mexicaines se sont alors multipliées. La mise en place de mesures d'ajustement structurel a également concouru à la transformation graduelle des relations entre l'État et la société civile au Mexique. Avec le déploiement du modèle néolibéral, le marché est devenu le principe régulateur central de la société et c'est désormais l'initiative individuelle qui doit parer aux ratés du système (Sanchez, 1994 : 314). La population est renvoyée à elle-même pour la production des biens et des services qui relevaient du domaine public là où le secteur privé n'y voit pas d'intérêt ou lorsque la demande n'est pas solvable. Les OCB et les ONG ont un important rôle à jouer dans ce modèle : pour Rodriguez et Winchester (1996 : 69), elles ont en quelque sorte pris le relais de l'État national pour l'application de programmes de développement social. Dépendantes des bailleurs de fonds internationaux, dont elles constituent souvent des intermédiaires face aux OCB, les ONG ont développé une expertise dans les thématiques considérées les plus pertinentes au plan international : rapports de genre, environnement et, plus récemment, production et création d'emplois pour lutter contre la pauvreté.

Ainsi, les OCB mexicaines ont quelque peu délaissé, depuis le milieu des années 1980, la position contestataire qui les caractérisait pour adopter une approche axée davantage sur la concertation et le partenariat avec des acteurs politiques et économiques nationaux ou internationaux (Fox et Hernandez, 1995 : 181; Oakley et Flores, 1994 : 296; Regalado Santillán, 1997). Dans un contexte de concertation accrue des organisations populaires avec le gouvernement, les ONG et le secteur privé, l'action collective vise, notamment, au démarrage de projets productifs visant à combattre la dégradation environnementale, améliorer le paysage urbain, nourrir sainement la population et créer des emplois. Les organisations féministes et les organisations communautaires de base qui travaillent auprès des femmes sont bien entendu sollicitées. Depuis 1995 (Noya et Lecamp, 1999), le Ministère du Développement Social (SEDESOL) gère un Fonds spécialement destiné au démarrage d'entreprises de l'économie sociale, le FONAES (*Fondo de Apoyo a las Empresas de Solidaridad*), qui cible principalement

les paysans, les indiens et les groupes populaires en milieu urbain (SEDESOL, 1999a). Un des objectifs de ce fonds est de promouvoir et de faciliter la formation de groupes et d'entreprises de femmes ayant des projets productifs (FONAES, 2004). Pour ce faire, des programmes spécifiquement dirigés vers les femmes ont été mis en place. Dans le cadre de ces programmes, les citoyennes sont considérées comme des entrepreneures en puissance (à la manière de De Soto, 1994 [1984]) sur lesquels l'État compte pour contribuer au développement de leur localité, de leur région et du pays.

GENRE, DEVELOPPEMENT LOCAL ET ECONOMIE SOLIDAIRE : TROIS CAS DE FIGURE

Les trois organisations qui serviront de repère à notre réflexion sont CIDHAL (Communication, Échange et Développement Humain en Amérique Latine ; elle a été évoquée en première partie de ce chapitre), CEDESA (*Centro de Desarrollo Agropecuario*) et la COCOMI (*Coordinadora Comunitaria Miravalle*). Bien que toutes les trois aient un statut juridique d'association civile, les deux premières peuvent être considérées comme des ONG tandis que la dernière correspond davantage au concept d'OCB tel que nous l'avons défini plus avant. CIDHAL et CEDESA sont deux organisations issues des mouvements sociaux mexicains des années 1960, tandis que la COCOMI est une organisation beaucoup plus récente.

CIDHAL est localisée dans la ville de Cuernavaca, à une heure de route à peine de la ville de Mexico. Fondée en 1969, elle fut la première ONG s'identifiant comme organisation féministe dans toute l'Amérique latine (Suarez et Van Remmen, 1996). La mission actuelle de CIDHAL est de «contribuer au développement d'une société où règne l'équité entre les genres et les classes sociales, en harmonie avec la nature» (CIDHAL, 2004; notre traduction⁶). L'organisation possède un centre de documentation, organise des activités de formation et parraine des projets spécifiques. Elle a, notamment, contribué à la mise en place d'un centre collectif de compostage des déchets domestiques à la fin des années 1990, grâce à une subvention du Ministère de la Solidarité Sociale du Mexique. Comme il a été mentionné ailleurs (Boulianne, 2002), un point de rupture a été atteint lorsque la transformation du collectif de formation en entreprise solidaire a

⁶ En 2000, l'énoncé de mission de CIDHAL était «la promotion de la participation politique et sociale des femmes et l'équité entre les genres».

obligé les femmes membres du groupe à agir comme travailleuses et propriétaires d'une entreprise alors que plusieurs d'entre elles s'étaient d'abord engagées dans le projet à des fins de sociabilité et de socialisation politique. Nous y reviendrons.

CEDESA œuvre pour sa part en milieu rural. Ses locaux sont situés dans la petite ville de Dolores Hidalgo, dans l'état de Guanajuato, au centre du pays, dans une zone aride ne recevant que de faibles précipitations annuelles. Cette région est marquée par un fort taux d'émigration des hommes vers les grandes villes mexicaines mais surtout vers les États-Unis où ils se rendent très souvent illégalement en quête d'un emploi. Une fois sur place, ils redirigent une partie de leurs revenus monétaires vers la famille restée au Mexique. La trajectoire de CEDESA est davantage liée, au point de départ, à la théologie de la libération qu'au féminisme. En effet, CEDESA fut créée en 1965 dans le sillage d'un mouvement national de pastorale sociale qui avait mené, dans un premier temps, à la création de la Jeunesse Agricole Chrétienne (JAC) et à celle d'organisations de défense de la paysannerie (*Ligas Campesinas*). La conscientisation et l'organisation communautaire, l'alphabétisation, la formation technique et humaine sont au cœur des activités de CEDESA, qui offre depuis sa création des ateliers de formation aux résidants des localités rurales de la région⁷. Même si CEDESA n'a jamais adopté un discours féministe, les femmes ont toujours joué un rôle important dans la coordination et l'animation de l'organisation et la situation spécifique des femmes y constitue une des thématiques des ateliers de formations offerts. Les femmes constituent par ailleurs la majorité des protagonistes des projets mis de l'avant dans les localités rurales sous l'impulsion de CEDESA.

Enfin, la COCOMI, que nous qualifions d'OCB, œuvre depuis 1994 dans un quartier urbain populaire, densément peuplé, issu de l'urbanisation spontanée de terres agricoles situées dans la délégation d'Ixtapalapa, au sud-est de la zone métropolitaine de la ville de Mexico. Sa mise en place est beaucoup plus récente que celle de CIDHAL et de CEDESA. Elle est le fruit de l'implication de jeunes universitaires qui ont réalisé un travail de mobilisation dans le quartier, ce qui a donné lieu à la mise en place de différents groupes de travail (santé communautaire,

⁷ Les thèmes abordés ont été diversifiés : techniques de groupes de discussion, organisation de base, problèmes paysans, problèmes spécifiques aux femmes, le développement communautaire, la constitution de micro-entreprises rurales et, sur le plan technique, horticulture, culture fruitière, aviculture, apiculture, élevage, conservation des aliments, élaboration de fromages, ébénisterie, forge, etc.

agriculture urbaine, éducation des adultes et magasin communautaire) regroupés dans la COCOMI. La naissance de cette OCB correspond à une époque où la prise en compte des effets du genre sur les rapports sociaux est devenue incontournable (du moins pour obtenir du financement du Nord). Cette organisation, qui compte de jeunes femmes et de jeunes hommes parmi ses leaders intellectuels, a intégré dès le départ la question du genre à ses activités, faisant de l'équité hommes/femmes un de ses objectifs avoués. Ainsi, à l'instar de CEDESA, la COCOMI, qui regroupe et travaille également avec des hommes et des femmes, ne se dit pas ouvertement féministe, bien qu'elle accorde une grande importance à l'émancipation et à l'amélioration des conditions de vie des femmes.

Voyons maintenant quelle place a pris (ou non) le développement local et l'économie sociale et solidaire dans le travail de ces organisations. Pour CIDHAL, ni le développement local ni l'économie solidaire n'occupent le premier plan; les problématiques de la santé reproductive, l'*empowerment* des femmes et leur participation politique retiennent davantage son attention. Comme en font foi leur énoncé de politiques et l'implication de l'organisation dans certains projets axés sur le démarrage d'activités de production favorisant une amélioration de la qualité de vie des femmes (et de leurs proches), on peut constater que l'implication dans des projets à visée économique et sociale n'est pas exclue ; elle demeure cependant marginale.

Dans le cas de CEDESA, l'économie solidaire et la promotion d'un développement endogène occupent une place importante dans leurs objectifs dès le départ. Le fait que cette organisation œuvre en milieu rural n'est sans doute pas étranger à cette situation, car dans les imaginaires collectifs, au Mexique, les habitants du milieu rural sont des paysans et les paysans, par définition, sont des producteurs agricoles, ce qui les distingue des habitants des villes qui sont considérés et se considèrent d'abord comme des consommateurs. Il faut dire aussi que dans la région, l'analphabétisme était important au sein de la population rurale et que les ressources naturelles disponibles étaient appropriées par une poignée de grands propriétaires terriens, pour le compte duquel travaillaient comme ouvriers des milliers de petits paysans qui pratiquaient, par ailleurs, une agriculture de subsistance. Ainsi, avant même la fondation de l'association civile, la mobilisation soutenue par les prêtres et laïcs participant du même projet dans la région avait donné lieu à la création de groupes d'achat et de différents types de coopératives : épargne et

crédit, consommation et production agricole (CEDESA, 2003). La caisse populaire de Dolores Hidalgo, issue de cette période, existe encore aujourd'hui sous l'appellation d'*Alianza*; elle a des succursales dans plusieurs localités de la région nord de l'état de Guanajuato.

Les premières interventions des membres fondateurs de CEDESA consistèrent à réaliser des ateliers d'alphabétisation et de formation en techniques de recherche participative et en développement communautaire (CEDESA, 2003). Par la suite, l'organisation a assisté les résidents des localités rurales de la région dans leurs luttes pour le forage de puits et la mise en place de réseaux de distribution de l'eau courante. Une première phase de mobilisation, au début des années 1980, donna lieu à la création d'assemblées communales dans les différentes localités concernées, lesquelles se regroupèrent en 1986 dans une nouvelle organisation régionale, l'Union des Communautés Paysannes du nord de Guanajuato (*Unión de Comunidades Campesinas del Norte de Guanajuato*, UCCANG), laquelle existe toujours et défend un modèle de développement endogène, basé sur la démocratie participative et le respect de l'environnement. Comme le soulignent les coordonnatrices de CEDESA (2003 : 16), les femmes du milieu rural ont joué un rôle central dans ce processus de mobilisation et d'action collective. Ce sont elles, en grande majorité, qui ont participé aux ateliers de formation, elles qui sont devenues animatrices dans leurs villages, elles qui se sont mobilisées pour occuper les bureaux du gouverneur pour réclamer le forage de puits ; certaines ont également, par la suite, fait leur entrée dans la politique municipale, en occupant un poste de déléguée dans leur localité.

La formation et l'organisation communautaire demeurent au cœur des activités contemporaines de CEDESA, et l'économie sociale et solidaire y est toujours considérée comme un moyen de favoriser un développement endogène en milieu rural. Les notions d'économie sociale et solidaire ont été intégrées comme telles au discours de l'organisation depuis quelques années à peine, dans la mouvance continentale à laquelle CEDESA est associée. En effet, l'organisation maintient des contacts avec plusieurs réseaux nationaux, continentaux et internationaux qui, dans le contexte de la recherche d'alternatives face aux effets pervers de la mondialisation sur les économies locales

et régionales⁸, ont adopté les notions d'économie sociale et solidaire pour référer aux initiatives d'entreprenariat social qu'elles favorisent depuis près de 40 ans maintenant et qui apparaissent aujourd'hui encore plus pertinentes qu'auparavant alors que le travail salarié est de plus en plus difficile à trouver, que l'État a mis fin à la réforme agraire et que, dans le cas du nord de l'état de Guanajuato, notamment, l'émigration des hommes et, dans une moindre mesure, des femmes vers les États-Unis en quête d'un emploi est devenu un phénomène très répandu. C'est ainsi qu'au cours des dernières années, les coordonnatrices de CEDESA (il s'agit de trois femmes, originaires du milieu rural, dont deux sont impliquées dans l'organisation depuis plus de trente ans) ont travaillé à la promotion d'alternatives productives qui permettent d'améliorer les conditions de vie de la population rurale en la rendant moins dépendante du marché régional, national ou international de l'emploi et de la consommation, par le biais notamment d'un projet appelé « habitat durable ». Celui-ci est axé sur l'espace domestique et n'exige donc pas un accès à des terres agricoles, lesquelles sont de plus en plus accaparées par une minorité de grands propriétaires, nationaux ou étrangers, non plus que des investissements coûteux en infrastructures. En quelques mots, il s'agit d'une expérience de permaculture qui permet de fertiliser et irriguer le sol du jardin qui entoure la maison à partir de ressources habituellement gaspillées, de manière à pouvoir produire des fruits, légumes, herbes aromatiques et plantes médicinales et élever des petits animaux (chèvres et poules notamment) permettant de se procurer, à des fins d'autoconsommation, des aliments riches en protéines. Quatre « éco-techniques » y sont combinées : récolte et entreposage de l'eau de pluie, utilisation de toilettes sèches, filtrage des eaux usées et installation de fours à bois « Lorena », à combustion lente, dans la cuisine. Les toilettes sèches et les fours fournissent des fertilisants naturels (excréments décomposés et cendres) tandis que les deux autres procédés permettent de s'approvisionner en eau, laquelle est une denrée rare dans la région. Encore une fois, ce sont essentiellement des femmes qui ont suivi les formations nécessaires à la mise en place de ces infrastructures et qui réalisent, au quotidien, les activités productives qu'elles rendent plus accessibles.

⁸ Depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA (Accord de Libre Échange Nord Américain), des entreprises américaines oeuvrant dans l'agro-alimentaire (l'aviculture notamment) se sont accaparées de grandes surfaces de terres agricoles dans la région et ont inondé les marchés locaux de leurs produits.

Enfin, un autre projet de CEDESA se situe en droite ligne avec les efforts déployés au cours des dernières années au sein des réseaux nationaux et transnationaux d'organisations qui font la promotion de l'économie solidaire sous la forme de réseaux de commerce communautaire. CEDESA a participé à la création du Réseau mexicain de commerce communautaire (REMECC) et est membre du Réseau latino-américain de Commerce Communautaire (RELACC). À ce titre, l'organisation favorise une réflexion sur la production et la consommation ; elle prône le développement de réseaux alternatifs d'approvisionnement pour les consommateurs et, pour les petits producteurs nationaux, celui de réseaux alternatifs de distribution de leurs produits. Dans le cadre de ce projet, CEDESA organise aussi une foire annuelle de producteurs et de consommateurs dans le but d'arriver à développer des systèmes de distribution de produits du terroir qui éliminent les intermédiaires entre producteurs et consommateurs.

Les propositions qui soutiennent cette dernière initiative n'ont rien de féministe. Pourtant, l'ensemble des projets dans lesquels CEDESA a été impliquée depuis sa création ont eu des femmes comme principales protagonistes et les effets de leur participation sur les rapports hommes-femmes dans leur famille comme dans la sphère publique ne font aucun doute, comme des témoignages recueillis auprès des principales intéressées en font foi. Ainsi, bien que cette organisation ne s'identifie pas comme une organisation féministe et ne maintienne pas de liens avec le mouvement féministe mexicain, elle a eu un impact important sur les conditions de vie des femmes du milieu rural du nord de Guanajuato.

Dans ses rapports aux bailleurs de fonds, CEDESA a entretenu pendant plusieurs décennies une relation privilégiée avec une organisation non gouvernementale allemande qui a financé plusieurs de ses activités, ce qui lui a permis de se tenir loin des institutions étatiques. Plus récemment, et bien que la coordination de CEDESA ait toujours maintenu ses distances d'avec la vision néolibérale du développement qui s'est installée au sein de l'État mexicain au cours des années 1980 et 1990, c'est une subvention attribuée par le Conseil de Développement Régional de la zone Nord (*Consejo para el Desarrollo Regional del Norte, CODERNORTE*) de l'état de Guanajuato qui a permis de mettre en branle le projet « habitat durable » décrit précédemment.

D'autres interventions gouvernementales, menées parallèlement dans le cadre de politiques sociales, peuvent contribuer à miner le travail de conscientisation politique mené par des

organisations locales. Par exemple, certaines activités d'éducation à la santé réalisées par CEDESA, qui menaient habituellement à une conscientisation et à une politisation des femmes rurales autour du mode de vie et de production, se sont vues supplantées par le programme gouvernemental *Oportunidades*⁹. Plus précisément, il s'agit d'une politique d'animation rurale en santé qui incite à la consommation systématique et régulière de services de santé prodigués par des dispensaires installés dans les chefs-lieux municipaux. Concrètement, cela signifie que les mères de famille des villages reçoivent 300 pesos ou plus tous les deux mois en échange de leur participation hebdomadaire à des causeries et de leur visite mensuelle au dispensaire du chef-lieu. La participation est évidemment contrôlée et tout manquement entraîne une sanction. Avant l'implantation d'*Oportunidades* à la fin des années 1990, CEDESA avait tout un programme d'intervention en santé basé sur des prémisses complètement différentes. En effet, dans ses formations sur la santé, CEDESA fait des liens concrets, directs et appliqués entre l'état de l'environnement, les pratiques agricoles et les rapports de production (donc les rapports sociaux inégalitaires et la répartition des richesses), les traditions paysannes, l'alimentation et la santé. Ainsi, on cherche à promouvoir une meilleure santé en diversifiant l'alimentation par la production vivrière, et cela débouche sur la nécessité d'une gestion collective et équitable des ressources comme l'eau, la terre, les semences et les savoirs traditionnels sur les plantes comestibles et médicinales. Depuis l'implantation du programme gouvernemental, qui a réussi à occuper tout l'espace grâce à ses incitatifs monétaires, les interventions de CEDESA en santé ont presque disparu, et la question de la santé dans les localités a été complètement dépolitisée.

Pour sa part, la COCOMI est née dans un contexte national marqué par la montée du Parti Révolutionnaire Démocratique au Mexique comme opposition sérieuse au Parti Révolutionnaire Institutionnel (le PRI), ce qui a favorisé une certaine ouverture du mouvement populaire autonome en milieu urbain envers la politique partisane. Au cours de ses quatre premières années d'existence, le travail effectué par les groupes constituant la COCOMI reposait principalement sur l'éducation populaire, bien que certains des projets mis de l'avant grâce à du financement provenant de la fondation mexicaine *Demos* et de l'Ambassade du Canada aient permis d'aménager des locaux et de mettre en branle une clinique communautaire de santé et un magasin

⁹ Sous le gouvernement du président Zedillo, de 1994 à 2000, avant l'arrivée au pouvoir de Vicente Fox et du PAN (Parti Action Nationale), un programme équivalent existait sous le nom de *Progesa*.

communautaire et d'entreprendre des activités de production collectives comme le compostage de déchets domestiques. À l'automne 1998, l'organisation, qui venait de terminer un exercice de planification stratégique, recevait une subvention de l'Institut du Développement Social du Mexique dans le cadre d'un nouveau programme d'investissement social¹⁰. Cette somme devait permettre à ses constituantes d'élargir leurs activités productives et de créer des emplois grâce à la mise en marché de leurs produits (c'est-à-dire du compost et des cosmétiques élaborés à base de plantes médicinales). La production prenait dorénavant une place plus importante dans les activités de l'organisation qu'elle ne l'avait fait jusque là. Puis, au printemps 1999, la COCOMI obtenait une importante subvention de la Fondation interaméricaine pour l'implantation d'un fonds de crédit rotatif devant permettre le démarrage de micro-entreprises de production de cosmétiques et de produits médicinaux à base de plantes cultivées selon les méthodes de l'agriculture biologique¹¹. Cet événement venait remettre sérieusement en question les objectifs de départ de l'organisation, ou, du moins, les moyens jugés jusqu'alors les plus susceptibles de permettre de les atteindre. En effet, les activités de production mises de l'avant jusque là visaient l'amélioration à court terme des conditions de vie des habitants du quartier, en combinaison avec des activités de conscientisation politique. Le nouveau projet, pour être viable, semblait les obliger à se tourner vers l'extérieur et penser à l'exportation, ce qui exigeait un investissement à plus long terme. Ce changement de cap n'a pas été sans provoquer des débats. Aux dires d'un informateur directement impliqué dans l'organisation, les tensions, présentes depuis le début entre deux courants de pensée à l'intérieur de l'organisation, se sont trouvées poussées à leurs limites. L'association se sentait parvenue à la croisée des chemins : ou bien elle s'investissait dans le démarrage de micro-entreprises génératrices de revenus, reléguant à un second plan l'éducation populaire et l'organisation communautaire qui avaient jusque là constitué le cœur de sa mission, ou bien elle réaffirmait la primauté de la rentabilité sociale sur la rentabilité

10 L'Institut National de la Solidarité, qui relève du Ministère du Développement Social, SEDESOL, a créé en 1998 un fonds d'investissement social offrant des contributions pouvant aller jusqu'à 50% du budget total de projets visant la création d'emplois et devant être présentés par des ONG de développement (SEDESOL, 1999b). Ces projets peuvent prendre la forme d'entreprises sociales.

11 Dans le cadre de ce projet, la COCOMI devait mettre en place un fonds de crédit rotatif afin de fournir du capital à des groupes communautaires formant des entreprises productives, mettre en place un programme d'épargne et de crédit comptant 300 membres et une micro-entreprise homéopathique communautaire, laquelle contribuerait au financement d'une clinique publique et à la poursuite du programme d'éducation intégral de COCOMI dans la communauté (Fondation interaméricaine, 2003).

économique de ses activités (Barroso Arias et al., 2000 : 5), ce qui signifiait de revenir aux stratégies qui avaient été les siennes au départ.

Dans deux des organisations présentées, CIDHAL et la COCOMI, la pression exercée par les bailleurs de fonds a soulevé des débats sur l'autonomie qui ne sont pas sans rappeler ceux ayant fait rage au sein du mouvement des femmes. Cette fois, ce ne sont plus seulement les partis politiques ou l'État national qui sont en cause, mais également les organisations internationales à l'origine des flux financiers qui leur permettent (ou non) de poursuivre leurs activités mais qui ont en même temps tendance à orienter ces dernières voire à les transformer. Les cas de CIDHAL et de la COCOMI illustrent en outre le constat d'Alvarez à l'effet que les nouvelles tâches assignées aux ONG et aux OCB en Amérique latine ont provoqué un repositionnement partiel (et parfois temporaire) de leurs activités qui étaient basées sur la mobilisation, l'éducation populaire et l'*empowerment* des femmes pauvres et des classes populaires.

Par exemple, jusqu'au milieu des années 1990, CIDHAL, à l'instar d'autres organisations du mouvement féministe, s'était peu impliquée dans la promotion ou l'organisation d'activités productives; par contre, elle a participé énergiquement à la mise en lumière du genre comme élément structurant des rapports sociaux qui marquent très concrètement le quotidien des hommes et des femmes. C'est donc dans la déconstruction d'un discours hégémonique sur les rôles de genre et dans l'offre de services de consultation, de documentation et de formation aux femmes que se situe la principale contribution de cette organisation (et d'autres organisations actives au sein du mouvement féministe). Les données disponibles semblent indiquer que lorsqu'elle a été confrontée aux effets d'une participation plus directe dans des projets de développement local, elle a finalement opté pour le retour à des pratiques féministes plus traditionnelles.

Les organisations de base des quartiers populaires, dans lesquels les femmes ont été particulièrement actives, ont pour leur part depuis toujours une influence directe sur les conditions de vie des femmes dans leur dimension matérielle et d'organisation citoyenne, à court et moyen terme : elles ont ouvert des rues, volé de l'électricité, planifié des invasions pour les sans-terre en milieu urbain (exclus du marché foncier formel), revendiqué et participé à la mise

en place de services publics comme dans les garderies de quartier et les cuisines collectives. Il en va de même avec les femmes qui se sont incorporées aux projets de formation et aux organisations communautaires issues du travail de promotion mené par CEDESA en milieu rural. Sans qu'elles en fassent leur leitmotiv, les inégalités sociales liées au genre ont été remises en cause par les femmes actives au sein de ces organisations, à travers les luttes menées au quotidien, à côté ou à distance des hommes, pour la survie ou l'obtention d'infrastructures ou de services publics, et très peu par le biais d'activités de sensibilisation ou de conscientisation.

CONCLUSION : LES DEFIS POSES AU MOUVEMENT DES FEMMES ET AUX ACTEURS DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Malgré un contexte plutôt défavorable, beaucoup de groupes, d'organisations et de réseaux de femmes d'Amérique Latine se positionnent aujourd'hui face aux enjeux de la mondialisation et en développent des analyses spécifiquement féministes, comme en témoignent, entre autres exemples, la large participation latino-américaine au réseau et aux actions de la Marche Mondiale des Femmes, la participation féminine et féministe aux activités et au processus du Forum Social Mondial, ainsi que la mobilisation des féministes mexicaines contre la rencontre ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Cancún en septembre 2003, à l'occasion de laquelle elles ont organisé le Forum international « Les droits des femmes et les accords commerciaux » dans le cadre du Forum des peuples pour une alternative à l'OMC.

Le féminisme populaire et les organisations qui le portent semblent jouer un rôle important dans cette nouvelle vague de mobilisations et de luttes où les alliances et coalitions ainsi que la capacité de sensibiliser et de mobiliser les populations occupent une place centrale. Mentionnons à titre d'exemple qu'en 2000, les activités de la Marche Mondiale des Femmes au Mexique, coordonnées par *Mujeres para el Dialogo*, incluaient des activités d'éducation populaire et des marches locales et régionales dans tout le pays, une consultation nationale sur les revendications mondiales de la Marche à laquelle un demi million de personnes ont participé, ainsi qu'une caravane de 200 femmes autochtones et des milieux populaires de quinze organisations. « Parties du Chiapas, elles ont passé par Minatitlán, Veracruz, Mexico, Monterrey, le Texas, et sont arrivées à Washington le 15 octobre 2000 » où elles ont participé aux actions internationales de la Marche Mondiale des Femmes (Marche Mondiale des Femmes, 2002 : 48). Paradoxalement, une

partie des activités des mouvements anti-mondialisation est rendue possible grâce à des fonds qui proviennent du dispositif international de développement et de coopération, suscitant des tensions et des controverses dans et entre les mouvements. Ces tensions et contradictions liées aux conséquences politiques de l'utilisation de certaines sources de financement ne sont pas sans rappeler celles qui se vivent sur le terrain du développement local, comme l'illustrent les cas présentés dans ce chapitre.

Au Mexique et dans le reste de l'Amérique latine, les femmes ont pris part *de facto*, et ce depuis des décennies, que ce soit dans l'espace public ou dans l'espace «privé», ou domestique, à des activités que l'on qualifie aujourd'hui d'économie sociale ou économie solidaire parce qu'elles contrastent avec la forme dominante de l'entreprise et de l'activité économique capitaliste, qui vise essentiellement le profit, dans un contexte où la richesse se calcule en termes de PIB, peu importe que les activités qui entrent dans sa comptabilité contribuent au bien-être général ou soient liées à des désastres sociaux, écologiques ou naturels (Méda, 1999; Viveret, 2001). Il n'est pas étonnant que les propos de Karl Polanyi (1974) à l'effet que toute activité économique soit enchâssée dans des institutions sociales paraissent si novateurs aujourd'hui, tant on en est venus, à force d'entendre le discours des bonzes de la science économique, à imaginer l'économie comme sphère autonome, séparée du reste de la vie sociale. Le travail non rémunéré effectué par les femmes au sein de la famille et d'organisations communautaires est sans doute la modalité d'économie solidaire la plus générale et la plus désintéressée qui soit, et en même temps la moins visible (Guérin, 2003). En ces temps où le discours du développement associé au néolibéralisme fait des individus et des collectivités locales les seuls responsables de leur destin économique, l'analyse féministe permet de garder l'œil ouvert sur les effets des nouvelles formes d'entreprises, «familiales» ou non, sur la restructuration des inégalités sociales entre genres, classes, groupes ethniques, etc. En ce sens, les projets de démarrage de micro-entreprises familiales doivent être soumis à un examen minutieux car certaines auteures ont montré que même dans un secteur très «moderne» comme l'informatique, la «flexibilité» nécessaire à la survie des petites entreprises est assurée en grande partie par les femmes (Baines et Wheelock, 1998, Lem, 2001). Avec le micro-crédit et les micro-entreprises qui sont souvent présentées comme une panacée, on fragmente à nouveau la vision du monde social et on place les acteurs

dans des espaces qui les isolent, ce qui peut empêcher la formation d'une conscience collective et la mobilisation, voire la connaissance de leurs droits sociaux (Narotzky, 2001).

En outre, la tendance actuelle, imprimée par le dispositif de développement en général et les bailleurs de fonds en particulier, fait en sorte que les acteurs susceptibles d'être porteurs d'un projet de société alternatif et de contestations par rapport au système actuel doivent passer une grande partie de leur énergie à se débattre dans les demandes de subvention et la gestion des ressources financières. Comment faire en sorte que cette situation ne les mène pas à perdre le cap vis-à-vis de leurs objectifs, à baisser la garde par rapport aux grands modèles de société qui sont proposés et qui voyagent plus vite que jamais dans un espace transnational, notamment un néolibéralisme qui s'appuie sur les structures sociales patriarcales pour exploiter le travail sous-payé, sous-valorisé ou gratuit des femmes? Il ne faut pas oublier que le capital fait maintenant fi des frontières nationales alors que les personnes sont encore fortement ancrées dans des lieux (résidence principale, groupe familial, d'amis, etc.), ce que Castells (1999) considère être une des principales contradictions de notre monde globalisé. C'est certainement une contradiction qui se retrouve au coeur des enjeux auxquels font face le développement local et le mouvement des femmes au Mexique et en Amérique Latine.

Le défi, pour le mouvement des femmes, est donc de continuer à construire des ponts politiques entre les luttes quotidiennes pour l'amélioration des conditions de vie et les analyses féministes susceptibles de proposer des alternatives à un ordre de genre patriarcal et au modèle de développement néo-libéral qui s'est imposé dans toutes les régions du monde.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALVAREZ, S.E. (1989). Women's movement and Gender Politics in the Brazilian Transition, J.S. Jacquette (dir.), *The Women's Movement in Latin America. Feminism and the Transition to Democracy*. Boston, London, Sydney, Wellington: Unwin Hyman, p. 18-71.
- ALVAREZ, S.E. (1998a). *Advocating Feminism: The Latin American Feminist "NGO Boom"*. <http://www.mtholyoke.edu/acad/latam/schomburgmoreno/alvarez.html>, site web consulté le 15 mars 2003.
- ALVAREZ, S.E. (1998b). Latin American Feminisms "Go Global": Trends of the 1990's and Challenges for the New Millenium, S.E. Alvarez, E. Dagnino et A. Escobar (dir.), *Cultures of Politics. Politics of Culture. Re-visionning Latin American Social Movements*. Boulder et Oxford: Westview Press, p. 293-324.
- ALVAREZ, S.E. (2000). Translating the Global: Effects of Transnational Organizing on Local Feminist Discourses and Practices in Latin America. *Meridians: feminism, race, transnationalism*, 1, p. 29-67.
- AMAT Y LEÓN, Patricia (2003). Économie sociale et solidaire, femmes et développement, *Économie et Solidarités*, numéro hors-série, « Économie sociale et solidaire, une perspective Nord-Sud », p. 133-147.
- BAINES, S. et J. WHEELOCK (1998). Reinventing Traditional Solutions : Job Creation, Gender and the Micro-Business Household, *Work, Employment and Society*, 12 (4), p. 579-601.
- BARRIG, M. (1989). The Difficult Equilibrium Between Bread and Roses: Women's Organizations and the Transition from Dictatorship to Democracy in Peru, J.S. Jacquette (dir.), *The Women's Movement in Latin America. Feminism and the transition to democracy*. Boston, London, Sydney, Wellington: Unwin Hyman, p.114-148.
- BARROSO ARIAS, A.L. et al. (2000). *Educación popular y participación autogestiva en el medio suburbano : el caso de la colonia Miravalle*, Manuscrit.
- BENNET, V. (1992). The Evolution of Urban Popular Movements in Mexico Between 1968 and 1988, A. Escobar et S.E. Alvarez (dir.), *The Making of Social Movements in Latin America*, Boulder, San Francisco, Oxford : Westview Press, p. 240-259.
- BOULIANNE, Manon (2002). La participation, dans quel sens? L'exemple des organisations communautaires et de l'agriculture urbaine dans les villes de Mexico et de Cuernavaca. *Anthropológica*, 44 (2), p. 197-207.
- CASTELLS, M. (1999). *Le pouvoir de l'identité*. Paris : Fayard.
- CEDESA (2003). *Documento de información*. Manuscrit.

- CIDHAL (2004). *Page de présentation du site web de l'organisation*, consultée le 19 février 2004, <http://www.laneta.apc.org/cidhal/cidhalesp.html>.
- DE SOTO, Hernando (1994). *L'autre sentier : la révolution informelle dans le tiers monde*. Paris : Editions La Découverte.
- FALQUET, J.F. et H. LE DOARE (1994). Le mouvement des femmes en Amérique Latine. Un questionnement exogène, *Amérique Latine: démocratie et exclusion*. Paris: L'Harmattan, p. 233-249.
- FONAES (2004). <http://www.fonaes.gob.mx/Index2.htm>, site web consulté le 20 février 2004.
- FONDATION INTERAMÉRICAINNE (2003). « México, donaciones por año, 1999 », site web consulté le 16 septembre 2003.
http://www.iaf.gov/grants/awards_year_sp.asp?country_id=20&gr_year=1999
- FOX, J. et L. HERNÁNDEZ (1995). Mexico's Difficult Democracy : Grassroot Movements, NGOs, and Local Government, C.A. Reilly (dir.), *New Paths to Democratic Development in Latin America*, Boulder et Londres : Lynne Rienner, p. 179 – 210.
- GONZALEZ, C. (2001). *Autonomía y Alianzas. El movimiento feminista en la ciudad de México, 1976-1986*. México: Universidad Nacional Autónoma de México.
- GONZALES BURTON, M.A (dir.) (1999). *También Somos Protagonistas de la Historia de México*. México: Equipo de Mujeres en Acción Solidaria (EMA).
- GUÉRIN, Isabelle (2003). *Femmes et économie solidaire*. Paris : La Découverte/ MAUSS/ SED.
- HIERNAUX-NICOLAS, D. (1995). L'économie populaire entre la libéralisation des marchés et la solidarité : le cas de México», J.-L. Klein et B. Lévesque (dir.), *Contre l'exclusion. Repenser l'économie*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, p. 199-211.
- JACQUETTE J.S. (dir.) (1989). *The Women's Movement in Latin America. Feminism and the Transition to Democracy*. Boston, London, Sydney, Wellington: Unwin Hyman.
- JELIN E. (dir.) (1990). *Women and social change in Latin America*. Londres et New Jersey: Zed Books.
- LAMAS M., MARTINEZ A., TARRÉS M.L. et E. TUNON (1995). Building Bridges: The Growth of Popular Feminism in Mexico, A. Basu et E.C. McGrory (dir.), *Women's Movements in Global Perspective*. Boulder, San Francisco, Oxford: Westview Press, p. 324-350.

- LEM, W. (2001). Familisme, despotisme et discipline dans le Languedoc rural. Le contrôle des femmes et la gestion des hommes dans l'exploitation familiale. *Anthropologie et Sociétés*, 25,(1), p. 81-98.
- LIND, A.C. (1992). Power, Gender, and Development: Popular Women's Organizations and the Politics of Needs in Ecuador, A. Escobar et S.E. Alvarez (dir.), *The Making of Social Movements in Latin America*. Boulder, San Francisco, Oxford : Westview Press. p. 134-149
- MARCHE MONDIALE DES FEMMES (2002). *Femmes en Marche. Regard sur les actions et revendications de la Marche Mondiale des Femmes*. Roberge M., Verdière B., Burrows N., Matte D. (dir.), Montréal: Les éditions du Remue-Ménage.
- MÉDA, D. (1999). *Qu'est-ce que la richesse?* Paris : Aubier.
- MOLYNEUX M (2001a [1985]). Mobilization Without Emancipation? Women's Interests, the State and Revolution in Nicaragua, M. Molyneux (dir.), *Women's Movements in International Perspective. Latin America and Beyond*. Houndmills et New York: Palgrave, p. 38-59.
- MOLYNEUX, M. (2001b). Analysing Women's Movement, M. Molyneux (dir.), *Women's Movements in International Perspective. Latin America and Beyond*. Houndmills et New York: Palgrave, p. 140-162.
- NOYA, A. et G. LECAMP (1999). *Les entreprises sociales*. Paris : OCDE.
- OAKLEY P. et O. FLORES (1994). Editorial Introduction : Community Development in Latin America : the Current State of Play, *Community Development Journal*, 29 (4), p. 295-297.
- POLANYI, Karl (1974). L'économie en tant que procès institutionnalisé, M. Godelier (dir.), *Un domaine contesté : l'anthropologie économique*. Paris et La Haye: Mouton. p. 153 – 181.
- REGALADO SANTILLÁN, J. (1997). Lo que quedó del MUP, *Cultura política de las organizacones y movimientos sociales*, J. Castillo et E. Patiño (dirs.), México, Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades, UNAM / La Jornada, p. 103- 120.
- REILLY, C.A. (1995). Public Policy and Citizenship», C.A. Reilly (dir.), *New Paths to Democratic Development in Latin America*. Boulder & London : Lynne Rienner, p. 1-27.
- RODRÍGUEZ, A. et L. WINCHESTER (1996). Déterritorialisation, dématérialisation, décentralisation et résurgence de l'urbain en Amérique latine, Émile LeBris (dir.), *Villes du Sud. Sur la route d'Istanbul*. Textes réunis pour préparer la conférence HABITAT II, Paris : ORSTOM, p. 57-73.
- SAFA, H. (1990). Women's movements in Latin America. *Gender and Society*, 4 (3), p. 354-369

- SÁNCHEZ, N. (1994). Community Development and the Role of NGOs : A New Perspective for Latin America in the 1990s, *Community Development Journal*, 29 (4), p. 307-319.
- SANYAL, B. (1999). Potentiel et limites du développement "par le bas", J. Defourny, P. Develtere et B. Fonteneau (dir.), *L'économie sociale au Nord et au Sud*. Paris et Bruxelles : DeBoeck & Larcier, p. 179 –194.
- SEDESOL (1999a). *¿Qué es Fonaes?*, Site web du Ministère du Développement Social, consulté le 4 février 1999, http://www.fonaes.gob.mx/que_es.htm.
- SEDESOL (1999b). *Fondo de coinversión social*, Site web de l'Institut National de la Solidarité du Ministère du Développement Social, consulté 4 février 1999, <http://sedesol.gob.mx/INSOL/ONG.htm>.
- STEPHEN, L. (2003). Women in Mexico's Popular Movements: Survival Strategies against Ecological and Economic Empoverishment, J.L. Abassi, *Rereading Women in Latin America and the Carribean. The Political Economy of Gender*. Lanham, Boulder, New York, Oxford: Rowman and Littlefield Publishers, p. 91-111.
- STEPHEN, L. (1997). *Women and Social Movements in Latin America: Power from Below*. Austin: U Texas Press.
- STERNBACH, N.S.; NAVARRO ARANGUREN, M.; CHUCHRYK, P.; ALVAREZ, S.E. (1992). Feminism in Latin America: from Bogota to San Bernardo. *The Making of Social Movements in Latin America. Identity, Strategy, and Democracy*, ed. A Escobar, SE Alvarez. Boulder, San Francisco, Oxford: Westview Press.
- SUÁREZ, R. et L. VAN REMMEN (1996). *Hacia una nueva cultura feminista: Una semblanza histórica del CIDHAL*. Mexico : Academia Mexicana de los Derechos Humanos.
- VIVERET, Patrick (2001). *Reconsidérer la richesse*. Rapport d'étape de la mission "nouveaux facteurs de richesses" au Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire, Mr Guy Hascoët. <http://attac.org/fra/list/doc/viveret.htm>, site consulté le 30 août 2002.
- WEST G. et R.L. BLUMBERG (dir.) (1990). *Women and Social Protest*. New York, Oxford: Oxford University Press. 406 pp.
- YÉPEZ DEL CASTILLO, I. et S. CHARLIER (1999). Les logiques plurielles des acteurs dans les initiatives économiques populaires, J. Defourny, P. Develtere, et B. Fonteneau (dir.), *L'économie sociale au Nord et au Sud*. Paris, Bruxelles: DeBoeck&Larcier, p. 145-158.